

## Ministère de la Région bruxelloise

Circulaire du 11 juillet 1983. Abattage d'arbres et suppression ou réduction des espaces, jardins et jardinets affectés à la végétation, p. 10638.

## Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 10639. — Direction du *Moniteur belge*. Publications parlementaires, p. 10639. — Publications Benelux, p. 10639.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 83 — 1439

Arrêté royal relatif à l'exercice  
d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'accord de gouvernement du 16 décembre 1981 consacre son chapitre II à l'assainissement des finances publiques; en outre, dans son chapitre V, relatif à la réforme de l'Etat et à la revalorisation de nos institutions, il prévoit que le Gouvernement prendra des initiatives sur le plan politique, législatif et réglementaire afin d'empêcher la politisation de la magistrature et de l'administration.

L'application de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures qui a été modifié et complété à diverses reprises a engendré de nombreux abus et des situations anormales.

Ainsi, par exemple, l'octroi de fonctions supérieures à des agents qui ne remplissent pas les conditions pour être promus à l'emploi dans le respect des règles statutaires alors qu'il existe d'autres candidats remplissant ces conditions, l'octroi de fonctions supérieures dans des emplois définitivement vacants pour lesquels la procédure de promotion n'est pas entamée de sorte que les procédures statutaires normales de nomination d'un titulaire définitif ne sont pas effectuées et ce pendant plusieurs années (plus de dix ans même dans de nombreux cas), l'octroi d'allocations pour l'exercice de fonctions supérieures qui ne sont pas effectivement exercées sur place par le bénéficiaire de sorte que d'autres agents qui n'obtiennent pas d'allocations doivent effectuer le travail, l'octroi de fonctions supérieures dans des emplois qui ne sont pas « localisables » par manque de l'indication précise du service ou de l'administration dont l'emploi fait normalement partie (il s'agit d'emplois globaux sans spécification de l'endroit où ils se situent dans les structures).

Le régime proposé met l'accent sur la nécessité de conférer les emplois qui sont définitivement vacants ou qui ne peuvent temporairement être occupés par leur titulaire, à des agents qui satisfont aux conditions statutaires.

Obligation est faite de recueillir l'avis :

— du conseil de direction lors du premier octroi d'une fonction supérieure pour une durée d'une demi-année dans les rangs 11 et les rangs plus élevés du niveau 1;

— de l'inspection des Finances pour une prolongation éventuelle de ce délai (pour tous les niveaux).

Dans le cas d'un emploi définitivement vacant, l'octroi d'une fonction supérieure est lié à l'obligation d'entamer la procédure de nomination à cet emploi.

Seuls les agents nommés à titre définitif peuvent entrer en considération pour une désignation temporaire dans un emploi vacant tant dans un cadre définitif que dans un cadre temporaire.

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté tend à instaurer une réglementation appropriée qui mette fin aux situations anormales et malsaines précitées et évite la politisation des désignations à tous les niveaux.

## Ministerie van het Brussels Gewest

Omzendbrief van 11 juli 1983. Veilen van bomen en afschaffing of verkleining van de voor beplanting bestemde ruimten, tuinen en tuintjes, bl. 10638.

## Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 10639. — Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*. Parlementaire publicaties, bl. 10639. — Benelux-publicaties, bl. 10639.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 83 -- 1439

Koninklijk besluit betreffende de uitoefening  
van een hoger ambt in de rijksbesturen

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het regeerakkoord van 16 december 1981 wijdt zijn hoofdstuk II aan de gezondmaking van de openbare financiën; bovendien bepaalt het in zijn hoofdstuk V, betreffende de hervorming van de Staat en de herwaardering van onze instellingen, dat de Regering op het politieke, wetgevende en reglementaire vlak initiatieven zal nemen om de politisering van de magistratuur en de administratie tegen te gaan.

Het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld en dat herhaalde malen werd gewijzigd en aangevuld, heeft in de toepassing ervan tal van misbruiken en wantoestanden aan het licht gebracht.

Zo onder meer de toekenning van hogere functies aan personeelsleden die niet voldoen aan de voorwaarden om in de hogere functie op statutaire wijze te worden bevorderd dan wanneer wel andere bevorderbare kandidaten aanwezig zijn, de toekenning van hogere functies in definitief openstaande betrekkingen waarvoor de bevorderingsprocedure niet wordt ingezet zodat de normale statutaire benoemingsprocedures van een definitieve titularis niet worden nageleefd en dit gedurende meerdere jaren (in vele gevallen zelfs meer dan tien jaar), de toekenning van toelagen voor de uitoefening van hogere functies die — niet daadwerkelijk door de begunstigde ter plaatse worden uitgeoefend zodat anderen — die geen toelage bekomen — het werk moeten doen, de toekenning van hogere functies in betrekkingen die niet « localiseerbaar » zijn bij ontstentenis van een preciese aanwijzing van de dienst of het bestuur waartoe de betrekking normaliter behoort (het betreft globaliserende betrekkingen zonder specificatie van de plaats waar deze in de structuren thuishoren).

In de voorgestelde regeling wordt de nadruk gelegd op de noodzaak de betrekkingen die definitief openstaan of tijdelijk niet door hun titularis kunnen waargenomen worden, door ambtenaren te laten bekleden, die voldoen aan de statutaire vereisten.

Het advies dient te worden ingeroepen van :

— de directieraad bij de eerste toekenning van een hoger ambt voor een duur van een half jaar in de rangen 11 en hoger van niveau 1;

— de inspectie van Financiën bij een eventuele verlenging van die termijn (voor alle niveaus).

In geval van een definitief vacante betrekking wordt de toekenning van een hoger ambt gekoppeld aan de verplichting om de procedure tot benoeming in die betrekking in te zetten.

Het zijn slechts de vastbenoemde ambtenaren, die in aanmerking kunnen komen voor een tijdelijke aanstelling in een openstaande betrekking, zowel op een vaste als op een tijdelijke personeelsformatie.

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe een aangepaste reglementering te doen invoeren die voornoemde abnormale en ongezonde toestanden uit de weg kan ruimen en de politisatie van de aanstellingen op alle niveaus aan banden moet leggen.

*Examen des articles*

Le projet comporte deux volets : un volet statutaire et un volet pécuniaire.

Le volet statutaire (chapitre Ier, articles 1er à 10 inclus) prescrit des règles précises relatives aux conditions auxquelles devra se faire la désignation des agents à une fonction supérieure. A cet effet, une distinction est faite entre les désignations à un emploi temporairement vacant et les désignations à un emploi définitivement vacant.

Les prérogatives des agents qui sont désignés temporairement pour une fonction supérieure, sans être revêtus du grade, sont également précisées.

Le volet pécuniaire (chapitre II, articles 11 à 16 inclus) règle l'octroi de l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure et précise les mesures de contrôle.

Un troisième chapitre prévoit enfin les mesures transitoires nécessaires pour permettre le passage des situations antérieures aux nouvelles pour un certain nombre de cas qui ne satisfont pas aux conditions statutaires.

Les différents articles du projet sont commentés ci-après.

L'article 1er donne une définition de la fonction supérieure. Il s'agit de toute fonction prévue au cadre définitif ou temporaire et correspondant soit à un grade au moins équivalent à celui de l'agent soit au grade auquel l'agent est nommé à titre de principalat et auquel est attachée une échelle de traitements plus avantageuse.

L'article 2 dispose que tout emploi définitivement ou momentanément non occupé par son titulaire ne doit pas nécessairement être conféré.

Selon l'article 3 c'est, en principe, l'agent qui satisfait aux conditions statutaires qui est désigné. Les dérogations à cette règle doivent être dûment motivées.

Ceci vaut notamment :

— lorsqu'aucun agent ne remplit les conditions statutaires requises pour la nomination;

— lorsque les agents qui les remplissent appartiennent au rôle linguistique autre que celui dans lequel la nomination doit être conférée;

— lorsque la nomination dans un service extérieur revient à un agent d'un service central ou vice-versa, ce qui serait de nature à entraîner certains inconvénients.

Même si le bon fonctionnement du service impose que la fonction soit exercée, l'article 4 dispose qu'un emploi définitivement vacant ne peut être temporairement occupé que pour autant que la procédure pour son octroi à titre définitif ait été engagée.

Selon l'article 5 seuls les agents nommés à titre définitif peuvent entrer en considération pour l'exercice d'une fonction supérieure prévue à un cadre définitif ou temporaire. En effet, les agents temporaires ne peuvent être nommés que pour une durée n'excédant pas un an; ce délai peut être prolongé une seule fois d'un an au plus.

L'article 6 dispose que l'exercice d'une fonction reprise au cadre organique d'un ministère doit, en principe, être confié à l'agent jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service intéressé, ce qui favorise le bon fonctionnement de ce service.

L'avis motivé du conseil de direction doit être demandé pour les emplois du rang 16, sauf là où ce rang est le plus élevé dans la hiérarchie.

Pour la fonction supérieure du rang 11 au rang 15 inclus, la désignation ne pourra se faire qu'après avis motivés du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service dont relève l'emploi vacant et du conseil de direction.

Ce n'est qu'après avis motivé du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé, que peut se faire la première désignation à une fonction supérieure des autres rangs.

Le Ministre peut prescrire la consultation du conseil de direction.

L'article 7 dispose que la première désignation à une fonction supérieure ne peut durer plus d'une demi-année.

Si l'emploi est temporairement vacant, la désignation précitée peut être confirmée pour une nouvelle période, à fixer selon les nécessités du service, après avis favorable de l'inspecteur des finances. Il va de soi que celui-ci vérifie si les conditions mentionnées dans l'arrêté sont respectées.

*Bespreking der artikelen*

Het ontwerp bestaat uit twee luiken : een statutair, een geldelijk.

Het statutair luik (hoofdstuk I, artikelen 1 tot en met 10) schrijft preciese regelen voor m.b.t. de voorwaarden waaronder de aanstelling van ambtenaren in een hoger ambt zal dienen te gebeuren. Ter zake wordt een onderscheid gemaakt tussen aanstellingen in een tijdelijk vacante betrekking en in een definitief vacante betrekking.

Tevens worden de prerogatieven van de tijdelijk in een hoger ambt aangestelde, maar daarmee niet beklede, ambtenaren gepreciseerd.

Het geldelijk luik (hoofdstuk II, artikelen 11 tot en met 16) regelt de toekenning van een toelage voor de uitoefening van een hoger ambt, met precisering van de controlemaatregelen.

In een derde hoofdstuk worden ten slotte de nodige overgangsbepalingen voorzien om de overschakeling van de vroegere toestanden naar de nieuwe, voor een aantal gevallen die niet aan de statutaire voorwaarden voldoen mogelijk te maken.

De verschillende artikelen van het ontwerp worden hierna toegelicht.

In artikel 1 wordt een omschrijving gegeven van het hoger ambt. Het betreft elk ambt dat voorkomt in de vaste personeelsformatie of tijdelijke personeelsformatie en dat overeenstemt hetzij met een graad ten minste gelijkwaardig aan die van de ambtenaar hetzij met de graad waarin de ambtenaar op grond van het principaalat is benoemd en waaraan een voordeliger weddeschaal is verbonden.

Artikel 2 bepaalt dat niet elke betrekking, die definitief openstaat of tijdelijk niet door de titularis wordt waargenomen, noodzakelijk moet begeven worden.

Volgens artikel 3 wordt in principe de ambtenaar aangesteld, die voldoet aan de statutaire vereisten. Afwijkingen op die regel moeten omstandig gemotiveerd worden.

Dit is inzonderheid het geval :

— als geen ambtenaren aan de statutaire benoemingsvereisten voldoen;

— als de ambtenaren die hieraan voldoen tot de andere taalrol behoren van die waarin de benoeming moet worden verleend;

— als de benoeming in een buitendienst toekomt aan een rijksambtenaar die in het hoofdbestuur is tewerkgesteld of andersom wat tot sommige bezwaren aanleiding zou kunnen geven.

Zelfs indien de goede werking van de dienst vereist dat de functie moet worden uitgeoefend, voorziet artikel 4 dat een definitief openstaande betrekking slechts voorlopig mag worden begeven voor voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning is ingezet.

Volgens artikel 5 zijn het enkel de vast benoemde ambtenaren die kunnen in aanmerking komen voor het bekleden van een hoger ambt, voorzien op een vaste of een tijdelijke personeelsformatie. Tijdelijke personeelsleden mogen immers ten hoogste voor één jaar worden benoemd; die termijn kan ten hoogste met een jaar worden verlengd.

Artikel 6 voorziet dat de uitoefening van een bepaald ambt, opgenomen in de personeelsformatie van een ministerie, in principe moet toevertrouwd worden aan de ambtenaar die het meest geschikt bevonden wordt om te voorzien in de onmiddellijke noodvendigheden van de betrokken dienst waardoor de goede werking ervan bevorderd wordt.

Het gemotiveerd advies van de directieraad dient gevraagd voor ambten van de rang 16, behalve in het geval waar die rang de hoogste in de hiërarchie is.

In een hoger ambt van rang 11 tot en met rang 15 kan de aanstelling slechts gebeuren na het verstrekken van gemotiveerde adviezen van de ambtenaar die het betrokken bestuur of dienst leidt en onder wiens gezag de openstaande betrekking ressorteert, en van de directieraad.

Het is na het verstrekken van het gemotiveerd advies van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de dienst leidt, dat de eerste aanstelling in een hoger ambt van de andere rangen kan plaatshebben.

De Minister kan de raadpleging van de directieraad voorschrijven.

Artikel 7 bepaalt dat de eerste aanstelling in een hoger ambt niet langer dan een half jaar mag duren.

Indien de betrekking tijdelijk vacant is, mag de voornoemde aanstelling voor een nieuwe periode, te bepalen volgens de noodwendigheden van de dienst, worden bekrachtigd nadat hiervoor een gunstig advies van de inspecteur van financiën wordt verstrekt. Uiteraard moet deze laatste nagaan of de voorwaarden vermeld in dit besluit worden nageleefd.

En principe, la désignation à une fonction supérieure dans un emploi définitivement vacant ne peut être faite que pour deux périodes de six mois.

Si, à l'expiration de la seconde période de six mois, l'emploi n'a pu être attribué à titre définitif, la désignation provisoire à une fonction supérieure peut, par décision motivée et de l'avis du Ministre de la Fonction publique, être prolongée pour une troisième période de six mois.

Par décision motivée et de l'avis du Ministre de la Fonction publique, une quatrième et dernière période de six mois peut intervenir si, à l'expiration de la troisième, l'emploi n'a pas encore pu être attribué à titre définitif.

Il y a lieu de remarquer que l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sera considéré comme ayant été rendu un mois après la réception du projet d'arrêté ministériel portant prolongation de l'exercice de la fonction supérieure.

Les procédures de prolongation prévues auront en outre pour effet que l'exercice d'une fonction supérieure ne pourra être confié par le Ministre ou l'autorité compétente que pour deux ans au maximum.

Une exception est toutefois prévue pour l'exercice de fonctions auxquelles se rattachent des compétences de décision financières ou fiscales ou qui sont soumises au principe de la responsabilité comptable devant la Cour des Comptes lorsque la continuité de l'exercice de cette fonction l'exige.

Il est possible qu'un agent déjà chargé d'une fonction supérieure soit désigné par la suite à une autre fonction supérieure. Dans ce cas, la première désignation est suspendue pour la durée de son deuxième mandat; à la fin de sa nouvelle mission, l'agent intéressé est à nouveau confirmé dans sa désignation temporaire antérieure pour autant qu'il n'y ait pas encore eu de désignation définitive et qu'un nouveau titulaire n'ait pas été désigné, comme prévu à l'article 8.

Bien qu'un agent chargé de l'exercice d'une fonction supérieure ne soit pas revêtu de ce grade, il s'indique de lui permettre d'exercer toutes les prérogatives fonctionnelles liées à la fonction supérieure en vue de la défense de l'intérêt du service et des intérêts du personnel du service ou de l'administration intéressée.

L'article 9 prévoit que l'agent chargé de l'exercice d'une fonction supérieure du rang 15 peut participer aux délibérations du conseil de direction — moyennant l'accord du ministre — mais uniquement pour l'examen des problèmes qui concernent l'administration ou le service en question. Dans ce cas, l'agent désigné ne dispose que d'une voix consultative au conseil de direction.

L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive au grade correspondant à cette fonction supérieure (article 10).

L'agent peut toutefois obtenir une prise de rang pour l'avancement de traitement et l'avancement de grade à la date depuis laquelle il a occupé continuellement ledit emploi s'il est promu au grade correspondant à la fonction supérieure. La date de la prise de rang ne peut en aucune façon remonter au-delà de la date à laquelle l'agent intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut des agents de l'Etat pour la promotion et ne peut pas précéder non plus la date de la vacance.

Les articles 11 à 16 inclus ont trait à la situation pécuniaire de l'agent chargé d'une fonction supérieure, c'est-à-dire à l'octroi d'une allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure. A quelques adaptations près, ces dispositions ont été reprises de l'arrêté royal du 22 juillet 1964, qui est intégralement remplacé par le présent projet.

Article 11 : une allocation est accordée, que la fonction supérieure soit définitivement vacante ou qu'elle soit momentanément non occupée par son titulaire.

Article 12 : cette allocation peut uniquement être octroyée si la fonction supérieure est exercée d'une façon ininterrompue pendant 90 jours au minimum dans une administration centrale ou 30 jours dans un service extérieur.

In principe kan de aanstelling in een hoger ambt in een definitief openstaande betrekking slechts voor twee periodes van zes maanden worden toegestaan.

Indien de betrekking na het verstrijken van de tweede periode van zes maand nog niet in vast verband kan verleend worden, kan de voorlopige aanstelling in een hoger ambt bij een met redenen omklede beslissing en met het advies van de Minister van Openbaar Ambt voor een derde periode van zes maand worden verlengd.

Op grond van een met redenen omklede beslissing en met het advies van de Minister van Openbaar Ambt, kan een vierde en laatste periode van zes maand worden toegestaan indien de betrekking na het verstrijken van de derde periode nog niet in vast verband kon worden verleend.

Daarbij weze opgemerkt dat het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, een maand na ontvangst van het ontwerp van ministerieel besluit houdende verlenging van de uitoefening van een hoger ambt met de daarbij horende vereiste adviezen, geacht wordt gegeven te zijn.

De voorziene verlengingsprocedures hebben verder tot gevolg dat de uitoefening van een hoger ambt uiteindelijk door de betrokken Minister of overheid slechts kan verleend worden voor ten hoogste twee jaar.

Op dit beginsel is wel een afwijking voorzien voor de uitoefening van beschikkingen waaraan financiële of fiscale beslissingsbevoegdheden verbonden zijn of die aan een rekenplichtige verantwoording t.o.v. het Rekenhof gebonden zijn wanneer de continuïteit van de uitoefening van dergelijke betrekkingen zulke vereist.

Het is mogelijk dat aan een ambtenaar, die reeds belast werd met een hoger ambt, vervolgens een ander hoger ambt wordt toegevoegd. In dit geval wordt de eerste aanstelling opgeschort voor de duur van zijn tweede mandaat; bij het einde van zijn nieuwe opdracht wordt de betrokken ambtenaar opnieuw in zijn vroegere tijdelijke aanstelling bevestigd voor zover er dienaangaande nog geen definitieve aanstelling is gebeurd en er geen nieuwe titularis werd aangewezen zoals voorzien in artikel 8.

Alhoewel de ambtenaar belast met de uitoefening van een hoger ambt niet met deze graad wordt bekleeft is het aangewezen hem toe te laten alle functionele prerogatieven verbonden aan het hoger ambt uit te oefenen met het oog op de behartiging van het belang van de dienst en van het personeel van de betrokken dienst of van het bestuur.

Artikel 9 bepaalt dat de ambtenaar, die belast wordt met de uitoefening van een hoger ambt van rang 15, aan de beraadslagingen van de directieraad kan deelnemen — mits akkoord van de minister — maar enkel voor de behandeling van de aangelegenheden, die het betreffend bestuur of dienst aangaan. In die gevallen beschikt de aangewezen ambtenaar slechts over een adviserende stem in de directieraad.

De uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op een vaste benoeming in de graad verbonden aan dit hoger ambt (artikel 10).

De ambtenaar kan evenwel een ranginneming bekomen voor de bevordering tot een hogere wedde en een hogere graad op de dag vanaf dewelke hij bedoelde betrekking zonder onderbreking waarneemt, ingeval hij tot de graad wordt bevorderd, die overeenstemt met het hoger ambt. De dag van de ranginneming mag in geen geval teruggaan tot vóór de datum waarop de betrokken ambtenaar alle vereisten voor de bevordering, gesteld in het statuut van het rijkspersoneel, vervult en mag dan ook niet de datum van de vacature voorafgaan.

De artikelen 11 tot en met 16 hebben betrekking op de geldelijke toestand van de ambtenaar die met een hoger ambt wordt belast, namelijk de toekenning van een toelage voor de uitoefening van een hoger ambt. Deze bepalingen werden, op enkele aanpassingen na, overgenomen uit het koninklijk besluit van 22 juli 1964 dat door onderhavig ontwerp integraal wordt vervangen.

Artikel 11 : een toelage wordt verleend ongeacht of het hoger ambt definitief openstaat of tijdelijk niet door de titularis wordt waargenomen.

Artikel 12 : die toelage kan slechts toegekend worden voor zover het hoger ambt gedurende een onafgebroken tijdsruimte van ten minste 90 dagen in een hoofdbestuur of 30 dagen in een buitendienst wordt uitgeoefend.

Article 13 : pendant la période initiale de huit mois consécutive à la première désignation dans une fonction supérieure, une allocation de suppléance est accordée. Son montant annuel est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle du grade correspondant à la fonction supérieure. L'allocation de suppléance ne peut en aucune façon dépasser l'allocation d'intérim accordée à l'expiration du délai de l'octroi de l'allocation de suppléance.

L'allocation d'intérim est égale à la différence entre la rétribution dont l'agent intéressé bénéficierait dans le grade de la fonction supérieure exercée et la rétribution dont il bénéficie dans son grade effectif. Pour le calcul de ce traitement, il faut tenir compte de la dernière ancienneté utile dans le grade effectif, ancienneté qui entrerait en considération pour le calcul du traitement dans le grade de promotion lié à la fonction supérieure.

L'allocation de suppléance et l'allocation d'intérim sont payées mensuellement et à terme échu. L'allocation du mois est égale à 1/12ème de l'allocation annuelle; cette allocation est soumise aux adaptations de l'indice des prix à la consommation.

L'article 14 prévoit que la suspension de la désignation temporaire dans une fonction supérieure a simultanément comme suite la suspension des périodes à prendre en considération pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

Article 15 : à l'appui de la liquidation de l'allocation, les documents suivants doivent être produits :

- une copie certifiée conforme de l'arrêté de désignation;
- les avis et documents prescrits par le présent arrêté.

Lors du premier paiement de l'allocation versée à des agents payés par le Service central des dépenses fixes, ledit service vérifie si les documents indiqués ci-dessus sont joints à l'ordre de paiement.

Si ces documents font défaut, ce service invite le ministre concerné à les fournir; la liquidation de l'allocation est tenue en suspens (article 16).

Tous les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure, en application de la réglementation actuellement en vigueur, sont abrogés lorsque les agents désignés ne remplissent pas les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à cette fonction. En vue de rencontrer une observation du Conseil d'Etat, cette mesure est quelque peu allégée dans le cas d'emplois momentanément non occupés (article 17).

Afin de ne pas mettre en danger le bon fonctionnement de certains services des organismes d'intérêt public, il a fallu assurer le maintien d'un fondement réglementaire à la Section V du Chapitre III de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public (article 19).

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. WALTNIEL

Artikel 13 : gedurende de beginperiode van acht maanden, volgend op de eerste aanstelling in een hoger ambt, wordt een plaatsvervangingsstoelage toegekend. Het jaarlijks bedrag ervan is gelijk aan tweemaal de waarde van de voorlaatste tweejaarlijkse verhoging welke de bevordering regelt in de weddeschaal van de graad in het hoger ambt. In geen geval mag die plaatsvervangingsstoelage hoger zijn dan de waarnemingsstoelage, die wordt toegekend na het verstrijken van de termijn van toekenning van de plaatsvervangingsstoelage.

De waarnemingsstoelage bedraagt het verschil tussen de bezoldiging welke de betrokken ambtenaar zou genieten in de graad van het uitgeoefend hoger ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad. Bij de berekening van die wedde dient er rekening gehouden te worden met zijn laatste nuttige ancienniteit in zijn werkelijke graad die in aanmerking zou komen voor de berekening van de wedde in de bevorderingsgraad verbonden aan het hoger ambt.

De plaatsvervangingsstoelage en de waarnemingsstoelage worden maandelijks na vervallen termijn betaald. De maandtoelage is gelijk aan 1/12 van de jaarlijkse toelage; die toelage is onderworpen aan de aanpassingen van het indexcijfer der consumptie-prijzen.

Artikel 14 bepaalt dat de opschorting van de tijdelijke aanstelling in een hoger ambt tegelijkertijd de opschorting voor gevolg heeft van de periodes die in aanmerking moeten worden genomen voor het toekennen van de waarnemingsstoelage.

Artikel 15 : tot staving van de vereffening van de toelage moeten de volgende documenten worden overgelegd :

- een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het aanstellingsbesluit;
- de adviezen en documenten voorgeschreven door dit besluit.

Bij de eerste betaling van de toelage aan ambtenaren, die door de Centrale Dienst voor de Vaste Uitgaven worden uitbetaald, vergewist deze dienst zich ervan dat de vereiste hierboven beschreven documenten zijn bijgevoegd.

Ingeval die documenten ontbreken, verzoekt die dienst de betrokken Minister deze te leveren en wordt de uitbetaling van die toelage tot zolang ingehouden (artikel 16).

Alle akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in toepassing van de huidige reglementering worden opgeheven, indien de aangestelde ambtenaren niet voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt. Om tegemoet te komen aan een wenk van de Raad van State wordt die regel enigszins gemilderd in het geval van tijdelijk niet waangenomen betrekkingen (artikel 17).

Om de goede werking van sommige diensten van instellingen van openbaar nut niet in het gedrang te brengen, is het onmisbaar Afdeling V van Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut in stand te houden (artikel 19).

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,  
L. WALTNIEL

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 4 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « réglant l'exercice temporaire d'une fonction supérieure et l'octroi d'une allocation y afférente », a donné le 18 octobre 1982 l'avis suivant :

## OBSERVATIONS PREALABLES

1. A s'en tenir à son préambule et aux considérants que contient celui-ci, l'arrêté en projet paraît destiné à n'être appliqué qu'aux agents de l'Etat. Cependant, l'article 14, § 2, lorsqu'il prévoit l'intervention du commissaire du Gouvernement désigné sur proposition du Ministre, n'a de sens que si l'arrêté est aussi destiné à être appliqué aux agents des organismes d'intérêt public des catégories B et C.

Interrogé sur cette contradiction, le fonctionnaire délégué a indiqué qu'il n'entrait pas actuellement dans l'intention du Gouvernement d'étendre le champ d'application de l'arrêté en projet aux agents de ces organismes et qu'en conséquence, l'article 14, § 2, était sans objet.

Il n'en demeure pas moins que l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public énumère, parmi les arrêtés rendus applicables aux agents des organismes d'intérêt public visés, l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures. Ce dernier arrêté est remplacé par l'arrêté en projet, lequel l'abroge expressément en son article 18.

A la différence de l'arrêté royal précité du 22 juillet 1964, l'arrêté en projet ne contient pas seulement des règles presque exclusivement relatives à l'octroi de l'allocation, mais aussi un ensemble de règles, ressortissant au statut administratif, concernant la désignation des agents en vue de l'exercice de fonctions supérieures.

Pour assurer la cohérence des dispositions, le présent projet devrait être accompagné de deux projets d'arrêté distincts concernant les agents des organismes d'intérêt public mentionnés à l'article 1er de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public :

a) Le premier projet d'arrêté complémentaire devrait insérer dans l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal qui vient d'être cité, une référence aux dispositions de l'arrêté en projet ressortissant au statut administratif, qui concernent la désignation des agents en vue d'une fonction supérieure;

b) Le second projet d'arrêté devrait remplacer, à l'article 3, § 1er, 5°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, les références à l'arrêté royal du 22 juillet 1964 par la référence aux dispositions de l'arrêté en projet qui régissent l'octroi d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures.

En outre, il s'imposerait que les deux arrêtés portent, sur le modèle des arrêtés du 8 janvier 1973, des modalités particulières d'application de l'arrêté en projet aux agents des organismes d'intérêt public.

Il va de soi que ces deux arrêtés complémentaires devraient être pris conformément à l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, c'est-à-dire sur proposition du ou des ministres dont relèvent les organismes, et de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

En outre, en ce qui concerne les dispositions relatives à l'octroi de l'allocation, qui concernent le statut pécuniaire, l'accord du Ministre des Finances est également requis.

2. Ainsi qu'on l'a relevé dans l'observation préalable n° 1, le projet contient, en ce qui concerne le statut administratif des agents, un certain nombre de règles nouvelles par rapport à l'arrêté royal du 22 juillet 1964, dont presque toutes les dispositions se rapportent à l'octroi de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot regeling van de tijdelijke uitoefening van een hoger ambt en van de toekenning van een daaraan verbonden toelage », heeft de 18e oktober 1982 het volgend advies gegeven :

## VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Als men afgaat op de aanhef en op de consideransen daarin, lijkt het ontwerp-besluit alleen van toepassing op het rijkspersoneel bestemd te zijn. Daartegenover staat echter dat artikel 14, § 2, waar het voorziet in de medewerking van de op de voordracht van de Minister aangewezen regeringscommissaris, slechts zin heeft als het besluit ook moet dienen om toegepast te worden op het personeel van de instellingen van openbaar nut van de categorieën B en C.

In verband met die tegenstrijdigheid heeft de gemachtigde ambtenaar desgevraagd gezegd dat het thans niet in de bedoeling van de Regering ligt het toepassingsgebied van het ontwerpbesluit tot het personeel van die instellingen te verruimen en dat artikel 14, § 2, bijgevolg geen onderwerp heeft.

Dat neemt niet weg dat het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut onder de besluiten die op het personeel van de bedoelde instellingen van openbaar nut toepasselijk zijn verklaard, ook het besluit van 22 juli 1964 noemt, waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld. Dit laatste besluit nu wordt vervangen door het ontwerp-besluit en uitdrukkelijk opgeheven in artikel 18 ervan.

Anders dan het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1964 bevat het ontwerp-besluit niet alleen regels die bijna uitsluitend op toekenning van de toelage betrekking hebben, maar ook een stel tot het administratief statuut behorende regels in verband met de aanstelling van ambtenaren voor het uitoefenen van een hoger ambt.

Ter wille van de samenhang van de bepalingen zou het onderhavige ontwerp vergezeld moeten gaan van twee afzonderlijke ontwerp-besluiten aangaande het personeel van de instellingen van openbaar nut die vermeld zijn in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut :

a) het eerste aanvullende ontwerp-besluit zou in artikel 3, § 1, van het zoëven genoemde koninklijk besluit een verwijzing moeten invoegen naar de bepalingen van het ontwerp-besluit die tot het administratief statuut behoren en betrekking hebben op de aanstelling van personeelsleden voor het uitoefenen van een hoger ambt;

b) het tweede ontwerp-besluit zou in artikel 3, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut de verwijzingen naar het koninklijk besluit van 22 juli 1964 moeten vervangen door verwijzingen naar de bepalingen van het ontwerp-besluit die de toekenning van een toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt regelen.

Bovendien zouden beide besluiten naar het voorbeeld van de besluiten van 8 januari 1973, bijzondere regels moeten bevatten voor de toepassing van het ontwerp-besluit op het personeel van de instellingen van openbaar nut.

Het spreekt vanzelf dat die twee aanvullende besluiten zouden moeten worden vastgesteld overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, dit wil zeggen op de voordracht van de minister of van de ministers onder wie de instellingen ressorteren, en in overeenstemming met de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Voor de bepalingen inzake toekenning van de toelage, die betrekking hebben op de bezoldigingsregeling, is bovendien het akkoord van de Minister van Financiën vereist.

2. Zoals er in de voorafgaande opmerking nr. 1. op gewezen is, bevat het ontwerp, wat het administratief statuut van het personeel betreft, een aantal regels die nieuw zijn in vergelijking met het koninklijk besluit van 22 juli 1964, waarvan bijna alle bepalingen betrekking hebben op de toekenning van de toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt.

Afin d'assurer une exacte compréhension, ainsi qu'une application correcte et uniforme de ces règles nouvelles, il se recommanderait que l'arrêté en projet soit précédé d'un rapport au Roi.

#### Intitulé

Compte tenu de l'observation préalable qui vient d'être faite, l'intitulé serait rédigé de manière à la fois plus simple et plus précise comme suit :

« Arrêté royal relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat ».

#### Préambule

L'alinéa 4 vise l'arrêté royal du 20 juillet 1964. Celui-ci ne constituant pas le fondement du projet et n'étant pas utile à sa compréhension, l'alinéa 4 peut être omis.

Sous le bénéfice de l'observation préalable n° 2, les deux considérants pourraient être énoncés plus simplement en un seul, et de la manière suivante :

« Considérant que, pour assurer le bon fonctionnement des administrations de l'Etat, il importe que des agents puissent être chargés d'exercer des fonctions supérieures; qu'il y a cependant lieu de veiller à ce que ces désignations conservent un caractère exceptionnel; ».

L'accord du Ministre du Budget doit être mentionné avec sa date, c'est-à-dire le 14 juillet 1962.

#### Dispositif

##### Article 2

L'alinéa 2 serait mieux à sa place dans un article distinct, ainsi qu'il sera présenté dans le texte complet proposé ci-après (article 4).

##### Article 3

Cette disposition est l'une de celles qui contiennent une règle nouvelle et qui, à ce titre, justifieraient un commentaire dans un rapport au Roi.

##### Article 4

Il est regrettable qu'à propos de l'alinéa 2 du § 1er aucune indication ne soit fournie quant à la nature des raisons qui pourraient justifier une dérogation à l'exigence que l'agent remplisse les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure. Il y a là un exemple de plus de la nécessité d'un rapport au Roi.

C'est sous réserve de cette observation qu'un texte est proposé (article 3).

En tant qu'il porte à la fois qu'une désignation immédiate peut se faire par le directeur général ou le fonctionnaire dirigeant lorsqu'elle s'impose pour des raisons impératives de continuité de la gestion financière, mais qu'il doit avoir « été satisfait aux conditions fixées ... quant à l'engagement de la procédure de désignation à titre définitif d'un titulaire », le § 2, alinéa 2, est entaché d'une évidente contradiction interne. En effet, le délai nécessaire à l'engagement de la procédure de désignation à titre définitif ne permettra pas de rendre la désignation « immédiate » ni, par conséquent, de donner un effet utile à la première partie de la règle.

Selon les informations fournies au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de faire prévaloir la désignation immédiate, tout en faisant en sorte que celle-ci ne dispense pas d'un engagement aussi rapide que possible de la procédure de désignation à titre définitif dans l'emploi vacant. Le texte proposé ci-après (article 6, § 4, alinéa 2) s'efforce de satisfaire à cette préoccupation.

##### Article 14

Ainsi qu'il a été exposé dans l'observation préalable n° 1, il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que le paragraphe 2 est sans objet, l'intention du Gouvernement étant, du moins actuellement, de limiter le champ d'application de l'arrêté en projet aux administrations de l'Etat.

Le texte proposé tient compte de cette intention.

Met het oog op een juist begrip en de correcte en eenvormige toepassing van de nieuwe regels, verdient het aanbeveling het ontwerp-besluit te laten voorafgaan door een verslag aan de Koning.

#### Opschrift

Ingevolge de zoëven gemaakte voorafgaande opmerking zou het opschrift tegelijk eenvoudiger en nauwkeuriger geredigeerd kunnen worden als volgt :

« Koninklijk besluit betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen ».

#### Aanhef

Het vierde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 20 juli 1964. Dat besluit is geen rechtsgrond voor het ontwerp en is ook niet dienstig voor een goed begrip ervan. Het vierde lid kan dan ook worden weggelaten.

Gelet op de voorafgaande opmerking nr. 2 laten de twee consideransen zich, sterk vereenvoudigd, ineenwerken als volgt :

« Overwegende dat het, om de goede werking van de rijksbesturen te verzekeren, van belang is dat ambtenaren kunnen worden belast met het uitoefenen van hogere ambten; dat er evenwel voor gewaakt dient te worden dat zulke aanstellingen uitzonderlijk blijven; ».

Het akkoord van de Minister van Begroting moet worden vermeld met de datum ervan, dat is 14 juli 1962.

#### Bepalend gedeelte

##### Artikel 2

Het tweede lid zou beter op zijn plaats zijn in een afzonderlijk artikel dat er uit zou zien zoals in de tekst die verderop voor het gehele ontwerp wordt voorgesteld (artikel 4).

##### Artikel 3

Deze bepaling is één van die welke een nieuwe regel bevatten en als zodanig wel enige commentaar zouden verdienen in een verslag aan de Koning.

##### Artikel 4

Het valt te betreuren dat er in verband met het tweede lid van de eerste paragraaf geen enkele aanwijzing wordt verstrekt wat de aard van de redenen betreft die zouden kunnen verantwoorden dat afgeweken wordt van de eis dat de ambtenaar moet voldoen aan de statutaire vereisten om te worden benoemd tot de graad die met het hoger ambt overeenkomt. Dat bewijst nog eens de noodzaak van een verslag aan de Koning.

Onder voorbehoud van die opmerking wordt hierna een tekst voorgesteld (artikel 3).

Het tweede lid van § 2 vertoont duidelijk een innerlijke tegenstrijdigheid waar het tegelijkertijd bepaalt dat de directeur-generaal of de leidende ambtenaar om dwingende redenen van continuïteit van het financieel beheer onmiddellijk een ambtenaar kunnen aanstellen en dat de « gestelde voorwaarden inzake het inzetten van de procedure tot definitieve aanstelling van een titularis (dienen te) worden nageleefd ». De termijn die nodig is voor het inzetten van de procedure tot definitieve aanstelling zal het immers niet mogelijk maken « onmiddellijk » iemand aan te stellen en zal bijgevolg ook verhinderen dat het eerste deel van de regel een nuttige uitwerking krijgt.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte informatie wil de Regering onmiddellijke aanstelling doen prevaleren, maar er daarbij ook voor zorgen dat die aanstelling niet ontslaat van de verplichting zo spoedig mogelijk de procedure tot definitieve aanstelling in de openstaande betrekking in te zetten. In de verderop voorgestelde tekst (artikel 6, § 4, tweede lid) is gepoogd daaraan tegemoet te komen.

##### Artikel 14

Zoals in de voorafgaande opmerking is uiteengezet, blijkt uit de aan de Raad van State verstrekte informatie dat paragraaf 2 geen onderwerp heeft, aangezien de Regering, althans momenteel, het toepassingsgebied van het ontwerp-besluit tot de rijksbesturen bedoelt te beperken.

De voorgestelde tekst houdt daarmee rekening.

## Article 15

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette disposition a été supprimée du texte proposé, car toutes les hypothèses qui appelleraient une révision éventuelle des arrêtés de désignation actuellement pris sont couvertes par les dispositions subséquentes.

## Article 16

Cette disposition, à laquelle correspond l'article 17 du texte proposé, aura pour effet d'entraîner l'abrogation de plein droit d'un grand nombre de désignations à l'exercice d'une fonction supérieure.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si cette conséquence radicale ne justifierait pas l'insertion, dans le projet, de dispositions transitoires qui en faciliteraient l'application progressive.

Compte tenu de ces observations et de quelques améliorations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

## CHAPITRE Ier

## De la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure

## Article 1er (article 1er du projet).

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à l'emploi prévu au cadre définitif ou au cadre temporaire, d'un grade au moins équivalent à celui dont l'agent est revêtu, même à titre de principalat, et auquel est attachée une échelle de traitements plus avantageuse.

## Article 2 (article 2, alinéa 1er, du projet).

Le seul fait qu'un emploi est définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

## Article 3 (article 4, § 1er, alinéa 2, du projet).

Seul un agent qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1er par un acte de désignation motivé.

## Article 4 (article 2, alinéa 2, du projet).

Sauf dans le cas prévu à l'article 6, § 4, alinéa 2, une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi définitivement vacant ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

## Article 5 (article 3 du projet).

Seul un agent définitif du cadre définitif peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure qui relève du cadre temporaire.

## Article 6 (article 4 du projet).

§ 1er. Sous réserve de l'article 11 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 tendant à assurer une répartition rationnelle des agents entre les diverses administrations de l'Etat, l'exercice, au sein de chaque ministère, d'une fonction définitivement vacante ou momentanément non occupée par son titulaire, est confié à l'agent jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service ou dont la désignation entraîne le moins d'inconvénients pour la bonne marche du service.

§ 2. La désignation dans un emploi du rang 17 est faite par le Ministre.

§ 3. La désignation dans un emploi du rang 16 est faite par le Ministre, après avis motivé du conseil de direction.

§ 4. La désignation dans des emplois des rangs 11 à 15 est faite par le Ministre, sur proposition du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé, après avis motivé du conseil de direction.

Toutefois, lorsque la continuité de la gestion financière l'exige, et par dérogation à l'article 4, la désignation peut être faite par le directeur général ou par le fonctionnaire dirigeant, délégué à

## Artikel 15

Deze bepaling is, met het goedvinden van de gemachtigde ambtenaar, in de voorgestelde tekst weggelaten omdat al de gevallen waarin een herziening van de thans bestaande aanstellingsbesluiten nodig mocht zijn, door de nakomende bepalingen worden gedekt.

## Artikel 16

Deze bepaling, waarmee in de voorgestelde tekst artikel 17 overeenkomt, zal tot gevolg hebben dat heel wat aanstellingen voor het uitoefenen van een hoger ambt van rechtswege worden opgeheven.

Het is zaak van de Regering te oordelen of het, gelet op het drastische van die consequentie, niet verantwoord zou zijn in het ontwerp overgangsbepalingen in te voegen die de geleidelijke toepassing ervan zouden vergemakkelijken.

Rekening houdend met die opmerkingen en met een aantal vormverbeteringen die geen commentaar behoeven, wordt voor heel het bepalend gedeelte van het ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

## HOOFDSTUK I

## Aanstelling tot het uitoefenen van een hoger ambt

## Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp).

Voor de toepassing van dit besluit moet onder hoger ambt worden verstaan elk ambt dat overeenstemt met de in de vaste of in de tijdelijke personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan die waarmee de ambtenaar is bekleed, zelfs op grond van het principaalat, en waaraan een voordeliger weddeschaal verbonden is.

## Artikel 2 (artikel 2, eerste lid, van het ontwerp).

Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

## Artikel 3 (artikel 4, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

Aleen een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad te worden benoemd, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

Van het eerste lid kan worden afgeweken bij een met redenen omklede aanstellingsakte.

## Artikel 4 (artikel 2, tweede lid, van het ontwerp).

Behoudens in het bij artikel 6, § 4, tweede lid, bepaalde geval kan een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekening van die betrekking wordt ingezet.

## Artikel 5 (artikel 3 van het ontwerp).

Aleen een vastbenoemd ambtenaar van de vaste personeelsformatie kan worden aangesteld voor het uitoefenen van een hoger ambt dat tot de tijdelijke personeelsformatie behoort.

## Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

§ 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 11 van het koninklijk besluit van 13 november 1967 strekkende tot rationele spreiding van het personeel over de verscheidene rijksbesturen, wordt in elk ministerie de uitoefening van een ambt dat definitief open staat of tijdelijk niet door de titularis waargenomen wordt, toevertrouwd aan de ambtenaar die het meest geschikt bevonden wordt om in de onmiddellijke behoeften van de dienst te voorzien of wiens aanstelling het minste bezwaar voor de goede gang van de dienst met zich brengt.

§ 2. Aanstelling in een betrekking van rang 17 geschiedt door de Minister.

§ 3. Aanstelling in een betrekking van rang 16 geschiedt door de Minister nadat de directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

§ 4. Aanstelling in betrekkingen van de rangen 11 tot 15 geschiedt door de Minister, op voorstel van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de betrokken dienst leidt, nadat de directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

Wanneer de continuïteit van het financieel beheer het vereist kan de aanstelling echter, in afwijking van artikel 4, geschieden door de directeur-generaal of door de leidend ambtenaar, daartoe

cette fin par le Ministre. Celui-ci ratifie la désignation, après avis du conseil de direction émis dans les trois mois. La procédure d'attribution définitive de l'emploi doit, en ce cas, avoir été engagée sans délai.

§ 3. La désignation dans des emplois du rang 10 et des niveaux 2, 3 et 4 est faite par le Ministre ou par son délégué, sur proposition du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé.

Le Ministre peut prescrire la consultation du conseil de direction.

Article 7 (article 5 du projet).

§ 1er. Il ne peut être pourvu pour plus de six mois à un emploi vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

§ 2. Si l'emploi n'est pas définitivement vacant, le délai fixé au paragraphe 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances.

La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

§ 3. Si l'emploi est définitivement vacant, le délai prévu au paragraphe 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances, après que le Ministre ou son délégué a constaté que la procédure d'attribution définitive de l'emploi se déroule normalement.

La durée de la prorogation ne peut excéder six mois.

Si, à l'expiration de la prorogation, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté du Ministre ou de son délégué, le délai peut, de l'accord du Ministre qui à la fonction publique dans ses attributions, être prorogé une seconde fois, par décision motivée, pour une période de six mois au plus.

Article 8 (article 6 du projet).

La désignation d'un agent qui, ultérieurement, fait l'objet d'une autre désignation, est suspendue pour la durée de cette dernière.

Lorsque la seconde désignation prend fin, l'agent est confirmé dans la première, à condition que l'emploi soit demeuré vacant ou momentanément non occupé par son titulaire.

L'emploi auquel se rapportait la désignation suspendue peut donner lieu à une désignation nouvelle, faite conformément au présent arrêté.

Article 9 (article 7 du projet).

L'agent chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Toutefois, l'agent désigné dans un emploi du rang 15 ne siège au conseil de direction que de l'accord du Ministre et pour les affaires concernant son administration ou son service; il y a voix consultative.

Article 10 (article 8 du projet).

L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive au grade de cette fonction.

Cependant, si l'agent est promu au grade correspondant à l'emploi qu'il a occupé sans interruption et s'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement de traitement et l'avancement de grade à la date depuis laquelle il occupe continuellement ledit emploi, sans que cette date puisse remonter au-delà ni de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut des agents de l'Etat pour être promu au grade de l'emploi auquel il est affecté, ni de la date à laquelle cet emploi s'est trouvé vacant.

## CHAPITRE II. — De l'octroi d'une allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure

Article 11 (article 9 du projet).

Une allocation est accordée à l'agent qui assume une fonction supérieure à celle du grade dont il est titulaire, que l'emploi correspondant à cette fonction soit momentanément non occupé ou qu'il soit définitivement vacant.

door de Minister gemachtigd. Deze bekrachtigt de aanstelling nadat de directieraad binnen drie maanden zijn advies heeft gegeven. De procedure tot definitieve toekenning van de betrekking dient in dat geval onverwijld te zijn ingezet.

§ 5. Aanstelling in betrekkingen van rang 10 en van de niveaus 2, 3 en 4 geschiedt door de Minister of zijn gemachtigde, op voorstel van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de betrokken dienst leidt.

De Minister kan raadpleging van de directieraad voorschrijven.

Artikel 7 (artikel 5 van het ontwerp).

§ 1. Er kan in een openstaande of in een tijdelijk niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt.

§ 2. Indien de betrekking niet definitief open staat kan de in paragraaf 1 bepaalde termijn worden verlengd mits de inspecteur van financiën een gunstig advies heeft gegeven.

De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

§ 3. Indien de betrekking definitief open staat kan de in paragraaf 1 bepaalde termijn op gunstig advies van de inspecteur van financiën worden verlengd nadat de Minister of zijn gemachtigde vastgesteld heeft dat de procedure tot definitieve toekenning van de betrekking normaal verloopt.

De duur van de verlenging mag zes maanden niet overschrijden.

Indien de betrekking, om redenen buiten de wil van de Minister of zijn gemachtigde, na het verstrijken van de verlenging niet in vast verband wordt verleend, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing een tweede maal voor een periode van ten hoogste zes maanden verlengd worden met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Artikel 8 (artikel 6 van het ontwerp).

De aanstelling van een ambtenaar die naderhand een andere aanstelling krijgt, wordt voor de duur van deze laatste geschorst.

Wanneer de tweede aanstelling ten einde komt, wordt de ambtenaar in de eerste aanstelling bevestigd op voorwaarde dat de betrekking nog altijd open staat of tijdelijk niet door de titularis wordt waargenomen.

De betrekking waarop de geschorste aanstelling sloeg, kan aanleiding geven tot een nieuwe aanstelling, die geschiedt overeenkomstig dit besluit.

Artikel 9 (artikel 7 van het ontwerp).

Een ambtenaar die met een hoger ambt is belast oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

Een ambtenaar die aangesteld is in een betrekking van rang 15 heeft echter in de directieraad alleen zitting met het akkoord van de Minister en voor de aangelegenheden in verband met zijn bestuur of zijn dienst; hij heeft er raadgevende stem.

Artikel 10 (artikel 8 van het ontwerp).

Uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op vaste benoeming in de graad van dat ambt.

Indien een ambtenaar evenwel wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking welke hij zonder onderbreking heeft waargenomen en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij voor de bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad rang in op de datum vanaf welke hij die betrekking ononderbroken waarneemt, zonder dat die datum mag teruggaan tot vóór de datum waarop de belanghebbende alle vereisten heeft vervuld welke het statuut van het rijkspersoneel stelt om bevorderd te worden tot de graad van de betrekking waarvoor hij is aangewezen, noch tot vóór de datum waarop die betrekking vacant is geworden.

## HOOFDSTUK II. — Toekenning van een toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt

Artikel 11 (artikel 9 van het ontwerp).

Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent dan dat van de graad waarmee hij bekleed is, ongeacht of de betrekking die met dat ambt overeenstemt tijdelijk niet waargenomen wordt of definitief open staat.



## Article 12 (article 10 du projet).

Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure d'une façon ininterrompue pendant une période minimum de nonante jours dans les administrations centrales et de trente jours dans les services extérieurs.

## Article 13 (article 11 du projet).

§ 1er. L'allocation est d'abord une allocation de suppléance, puis une allocation d'intérim.

Lorsque la condition fixée à l'article 12 est remplie, l'allocation est due à partir du jour où la fonction supérieure a été effectivement exercée.

## § 2. ... (comme au projet).

§ 3. ... (comme au projet, sauf à remplacer le mot « temporairement » par le mot « provisoirement » à l'alinéa 2 et à l'alinéa 4).

## § 4. ... (comme au projet, sauf à écrire, à l'alinéa 3 :

« L'allocation est soumise au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume applicable aux traitements du personnel des ministères »).

## Article 14 (article 12 du projet).

La période pendant laquelle la désignation est suspendue conformément à l'article 8, alinéa 1er, n'est pas prise en considération pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

## Article 15 (article 13 du projet).

Une copie certifiée conforme de l'acte de désignation ainsi que des avis et accord requis, est produite à l'appui de la liquidation de l'allocation.

## Article 16 (article 14 du projet).

Lors du premier paiement de l'allocation, le Service central des dépenses fixes vérifie, pour chaque période de désignation, si les documents visés à l'article 15 sont produits.

Si tel n'est pas le cas, il invite le Ministre à les lui faire parvenir et il suspend le paiement de l'allocation jusqu'à ce que le dossier ait été complété.

## CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

## Article 17 (article 16 du projet).

Sont abrogés, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure, lorsque les agents désignés ne remplissent pas les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

## Article 18 (article 17 du projet).

Les désignations des agents qui remplissent les conditions statutaires requises pour être nommés chacun au grade correspondant à la fonction supérieure, sont confirmées.

La confirmation de la désignation dans un emploi définitivement vacant est subordonnée au respect de la condition fixée par l'article 4 du présent arrêté.

## Article 19 (article 18 du projet).

L'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures, est abrogé.

## Article 20 (article 19 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983.

## Article 21 (article 20 du projet).

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

Le Ministre du Budget,

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique ».

## Artikel 12 (artikel 10 van het ontwerp).

De toelage wordt aan de ambtenaar verleend voor zover hij het hoger ambt ononderbroken uitgeoefend heeft gedurende ten minste negentig dagen in de hoofdbesturen en dertig dagen in de buitendiensten.

## Artikel 13 (artikel 11 van het ontwerp).

§ 1. De toelage is eerst een plaatsvervangings-toelage, nadien een waarnemingstoelage.

Wanneer aan de in artikel 12 gestelde voorwaarde is voldaan, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop het hoger ambt werkelijk uitgeoefend werd.

## § 2. ... (zoals in het ontwerp).

§ 3. ... (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat in het tweede lid « de bezoldiging » in plaats van « die bezoldiging » wordt gelezen en, in het tweede en het vierde lid, het woord « tijdelijk » vervangen wordt door « voorlopig »).

§ 4. ... (zoals in het ontwerp, behoudens dat in het derde lid geschreven zou moeten worden :

« De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het nationaal indexcijfer van de consumptieprijzen toepasselijk is op de wedden van het personeel van de ministeries. »).

## Artikel 14 (artikel 12 van het ontwerp).

De periode gedurende welke de aanstelling overeenkomstig artikel 8, eerste lid, geschorst is, komt niet in aanmerking voor toekenning van de waarnemingstoelage.

## Artikel 15 (artikel 13 van het ontwerp).

Een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanstellingsakte alsook van de vereiste adviezen en akkoorden, wordt overgelegd tot staving van de vereffening van de toelage.

## Artikel 16 (artikel 14 van het ontwerp).

Bij de eerste betaling van de toelage vergewist de Centrale Dienst voor de vaste uitgaven zich ervan dat voor iedere aanstellingsperiode de in artikel 15 bedoelde documenten zijn overgelegd.

Indien dat niet het geval is, verzoekt hij de Minister ze hem te bezorgen en houdt hij de uitbetaling van de toelage in totdat het dossier is aangevuld.

## HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

## Artikel 17 (artikel 16 van het ontwerp).

De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt worden opgeheven indien de aangestelde ambtenaren niet voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt.

## Artikel 18 (artikel 17 van het ontwerp).

De aanstellingen van ambtenaren die voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met het hogere ambt overeenstemt, worden bekrachtigd.

De bekrachtiging van de aanstelling in een definitief openstaande betrekking is afhankelijk van de naleving van de bij artikel 4 van dit besluit gestelde voorwaarde.

## Artikel 19 (artikel 18 van het ontwerp).

Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld.

## Artikel 20 (artikel 19 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

## Artikel 21 (artikel 20 van het ontwerp).

Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

De Minister van Begroting,

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt ».

La chambre était composée de :

MEM. :

P. Tapie, président de chambre;  
Ch. Huberlant, P. Fincoeur, conseillers d'Etat;  
C. Deschamps, L. Matray, assesseurs de la section de législation;

Mme : M. Van Gerrewey, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. Dagnelle, auditeur adjoint.

Le greffier,  
M. Van Gerrewey.

Le président,  
P. Tapie.

#### DEUXIEME AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique, le 13 janvier 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur

1. un projet d'arrêté royal « relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat »,

2. un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 pris en exécution de l'article 19 de ce statut »,

3. un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat »,

a donné le 18 janvier 1983 l'avis suivant :

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que les dispositions des trois projets qui sont nouvelles par rapport aux projets de même objet, à propos desquels ont été émis les avis L. 14.885/2 et 14.886/2 du 3 août 1982 et L. 14.904/2 du 18 octobre 1982, n'ont pas encore été soumises à la formalité de la consultation syndicale imposée, en l'occurrence, par l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics.

En conséquence, les projets ne sont pas en état d'être examinés par le Conseil d'Etat, section de législation.

La Chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;  
P. Knaepen, A. Vanwelkenhuyzen, conseillers d'Etat;  
Mme : R. Deroy, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. Dagnelle, auditeur adjoint.

Le greffier,  
R. Deroy

Le président,  
P. Tapie.

#### TROISIEME AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 24 mars 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat », a donné le 6 juin 1983 l'avis suivant :

##### Préambule

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

« Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969, 1er août 1975 et 12 août 1981; »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;  
Ch. Huberlant, P. Fincoeur, staatsraden;  
C. Deschamps, L. Matray, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. : M. Van Gerrewey, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. Dagnelle, adjunct griffier.

De griffier,  
M. Van Gerrewey.

De voorzitter,  
P. Tapie.

#### TWEEDE ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, de 19e januari 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over

1. een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen »,

2. een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van het besluit van de Regent van 3 mei 1948 ter uitvoering van artikel 19 van dit statuut genomen »,

3. een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel »,

heeft de 19e januari 1983 het volgend advies gegeven :

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat de bepalingen die in de drie ontwerpen nieuw zijn ten opzichte van de ontwerpen betreffende hetzelfde onderwerp waarover de adviezen L. 14.885/2 en 14.886/2 van 3 augustus 1982 en L. 14.904/2 van 18 oktober 1982 zijn uitgebracht, nog niet onderworpen werden aan de formaliteit van de syndicale raadpleging die ter zake is voorgeschreven door artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

De ontwerpen zijn derhalve niet in zoverre gerreed dat zij door de Raad van State, afdeling wetgeving, onderzocht kunnen worden.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;  
P. Knaepen, A. Vanwelkenhuyzen, staatsraden;  
Mevr. : R. Deroy, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. Dagnelle, adjunct-auditeur.

De griffier,  
R. Deroy.

De voorzitter,  
P. Tapie.

#### DERDE ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e maart 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen », heeft de 6e juni 1983 het volgend advies gegeven :

##### Aanhef

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

« Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd inzonderheid bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 1 augustus 1975 en 12 augustus 1981; »

Aux alinéas 3 et 4, les mots « tel qu'il a été » doivent être supprimés.

Le projet contient des dispositions de nature à entraîner des dépenses nouvelles par rapport au texte soumis initialement au Ministre du Budget. C'est pourquoi celui-ci a été consulté une deuxième fois. Il a donné son accord sur le projet le 27 avril 1983. La date du 14 juillet 1982 est donc à remplacer, à l'alinéa 7, par celle du 27 avril 1983.

#### Dispositif

##### Article 3

L'alinéa 2 prévoit la possibilité de déroger, par décision motivée, à l'obligation de désigner, pour l'exercice d'une fonction supérieure, les seuls agents qui remplissent les conditions statutaires pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

La possibilité d'user de cette dérogation ne dispense pas l'autorité de respecter les autres obligations que lui impose l'arrêté en projet.

Les mots « et respectant les dispositions des articles 4 à 10 ci-après » sont inutiles et doivent être supprimés.

##### Article 7

Les alinéas 3 et 4 du paragraphe 3 visent, tous deux, l'hypothèse où l'emploi ne peut être attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté du Ministre.

Dans les deux cas, la prorogation doit être motivée. L'alinéa 3 prévoit simplement une « décision motivée », alors que l'alinéa 4 précise que « la prorogation doit être motivée de façon circonstanciée ».

On n'aperçoit pas l'utilité de cette distinction, puisque, dans les deux cas, l'autorité est tenue de constater l'existence du fait qui la met dans l'impossibilité de nommer à titre définitif.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il suffit de prévoir une décision motivée dans les deux cas.

L'alinéa 5 doit être scindé. Le texte qui a trait à l'avis du Ministre de la Fonction publique doit constituer un alinéa distinct, à placer à la fin de l'article 7.

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 4 et suivants :

« Si, pour les mêmes raisons, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif à l'expiration de la deuxième prorogation, le délai peut, de l'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, être prorogé une troisième et dernière fois, par décision motivée, pour une période de six mois au plus.

La désignation est maintenue à l'expiration de la troisième prorogation, si l'emploi qui n'a pu être attribué à titre définitif est de ceux dont le titulaire est directement chargé par les lois et règlements d'un pouvoir de décision en matière fiscale, financière ou comptable. Elle prend fin de plein droit lors de l'attribution de l'emploi à titre définitif.

L'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est donné dans le mois de la réception du projet d'arrêté ministériel de prorogation, auquel sont joints les avis requis. A l'expiration de ce délai, il peut être passé outre ».

##### Article 14

L'allocation de suppléance est accordée pendant la période initiale de huit mois. Après, vient l'allocation d'intérim.

En cas de désignation d'un agent déjà chargé d'une fonction supérieure, pour exercer une autre fonction supérieure à la première, la période pendant laquelle la première désignation est suspendue n'entre pas en ligne de compte pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

Il va de soi que, pendant la période de suspension, l'agent n'a pas droit à l'allocation de suppléance qu'aurait pu lui procurer la première désignation. Dire que la période de suspension n'entre

Ir. het derde en in het vierde lid moeten de woorden « zoals het gewijzigd werd » worden vervangen door het woord « gewijzigd ».

Het ontwerp bevat bepalingen die vergeleken bij de oorspronkelijk aan de Minister van Begroting voorgelegde tekst nieuwe uitgaven kunnen meebrengen. Daarom is de tekst hem een tweede keer voorgelegd. De Minister heeft op 27 april 1983 zijn akkoord gegeven betreffende het ontwerp. Bijgevolg dient in het zevende lid de datum van 14 juli 1982 te worden vervangen door die van 27 april 1983.

#### Bepalend gedeelte

##### Artikel 3

Het tweede lid voorziet in de mogelijkheid om bij een met redenen omklede beslissing af te wijken van de verplichting om voor het uitoefenen van een hoger ambt, alleen ambtenaren aan te stellen die voldoen aan de statutaire vereisten om tot de met dat ambt overeenstemmende graad te worden benoemd.

De mogelijkheid om van die afwijking gebruik te maken, ontslaat de overheid niet van de nakoming van de andere verplichtingen die het ontworpen besluit haar oplegt.

De woorden « waarin de bepalingen van de hierna volgende artikelen 4 tot 10 worden nageleefd » zijn niet dienstig en moeten vervallen.

##### Artikel 7

Het derde en het vierde lid van paragraaf 3 handelen beide over het geval dat de betrekking niet in vast verband kan worden verleend om redenen buiten de wil van de Minister.

In beide gevallen moet de beslissing tot verlenging met redenen worden omkleed. Het derde lid schrijft alleen een « met redenen omklede beslissing » voor, terwijl het vierde lid het heeft over « de gedetailleerde motivering van de beslissing tot verlenging ».

Het nut van dit onderscheid is niet duidelijk, aangezien in de twee gevallen de overheid het bestaan dient vast te stellen van het feit dat haar in de onmogelijkheid stelt in vast verband te benoemen.

De gemachtigde ambtenaar is het er mee eens dat het volstaat in beide gevallen een met redenen omklede beslissing voor te schrijven.

Het vijfde lid moet worden gesplitst. De tekst die betrekking heeft op het advies van de Minister van Openbaar Ambt moet een afzonderlijk lid vormen, aan het slot van artikel 7.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de leden 4 en volgende :

« Indien de betrekking, om dezelfde redenen, niet in vast verband wordt verleend na het verstrijken van de tweede verlenging, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing een derde en laatste maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd, op advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Na het verstrijken van de derde verlenging wordt de aanstelling gehandhaafd, indien de betrekking die niet in vast verband kon worden verleend, behoort tot de betrekkingen waarvan de titularis door de wetten en verordeningen rechtstreeks belast is met een beslissingsbevoegdheid in fiscale, financiële of boekhoudkundige aangelegenheden. Zij eindigt van rechtswege wanneer de betrekking in vast verband wordt verleend.

Het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, wordt gegeven binnen een maand na ontvangst van het ontwerp van ministerieel besluit tot verlenging, waarbij de vereiste adviezen worden gevoegd. Na het verstrijken van die termijn mag daaraan worden voorbijgegaan ».

##### Artikel 14

De plaatsvervangingsstoelage wordt toegekend gedurende de beginperiode van acht maanden. Daarna komt de waarnemingsstoelage.

Wanneer een ambtenaar die reeds met een hoger ambt is belast, wordt aangesteld om een ander ambt uit te oefenen dat hoger is dan het eerste, wordt voor toekenning van de waarnemingsstoelage geen rekening gehouden met de periode gedurende welke de eerste aanstelling geschorst is.

Het spreekt vanzelf dat de ambtenaar gedurende de schorsingsperiode geen recht heeft op de plaatsvervangingsstoelage die hij voor de eerste aanstelling zou hebben kunnen krijgen. Het is

pas en compte pour l'octroi de l'allocation de suppléance est superflu. D'accord avec le fonctionnaire délégué, les mots « de l'allocation de suppléance » doivent être supprimés.

#### Article 17

La dernière phrase de l'article 17 est inutile. Il va de soi que la confirmation n'est pas une nouvelle désignation mais la confirmation d'une décision antérieure.

Pour le surplus, le texte suivant est proposé :

« Article 17. § 1er. Sont abrogés au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi définitivement vacant, lorsque, à cette date, les agents désignés ne remplissent pas les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

§ 2. Sont abrogés au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi momentanément non occupé. Toutefois, ils peuvent être confirmés à l'expiration de ce délai, si l'agent désigné remplit alors les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à cette fonction ou si la désignation a été prorogée dans l'intervalle, conformément à l'article 7, § 2, et par décision motivée ».

#### Article 18

L'article règle le sort des agents qui, au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, remplissent les conditions statutaires pour être nommés. Leur désignation est confirmée, que l'emploi soit définitivement vacant ou momentanément non occupé.

Il est certain que, si une désignation arrive à son terme le jour où elle doit être confirmée, soit le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté, il n'y aura plus matière à confirmation mais à prorogation, et celle-ci devra avoir lieu dans le respect de l'article 7, § 2 ou § 3, selon le cas. La référence expresse à l'article 7, § 2 ou § 3 pourrait être une source de confusion et elle doit donc être omise.

Le texte suivant est proposé :

« Article 18. Les désignations d'agents qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, remplissent les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à la fonction supérieure sont confirmées.

La confirmation de la désignation dans un emploi définitivement vacant est subordonnée au respect de la condition fixée par l'article 4 ».

#### Article 19

L'article est rédigé en ces termes :

« Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures. Toutefois, il n'affecte pas la Section V du Chapitre III de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public ».

Le dernier alinéa du rapport au Roi donne de l'article le bref commentaire suivant :

« Afin de ne pas mettre en danger le bon fonctionnement de certains services des organismes d'intérêt public, il a fallu assurer le maintien d'un fondement réglementaire à la Section V du Chapitre III de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public ».

Le fonctionnaire compétent a fourni au Conseil d'Etat des précisions au sujet de la portée de l'article.

Dans l'intention du Gouvernement, toutes les dispositions de l'arrêté en projet régiront les désignations pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les organismes d'intérêt public visés par l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public. Le Gouvernement entend fonder cette extension du champ d'application de l'arrêté en projet sur l'article 3, § 1er et § 2, de l'arrêté du 8 janvier 1973. En son paragraphe 1er, ledit article 3 énumère, parmi les arrêtés rendus applicables aux agents des organismes d'intérêt public, « 5° (1) arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allo-

overbodig te zeggen dat de schorsingsperiode niet in aanmerking komt voor toekenning van de plaatsvervangings toeelage. De gemachtigde ambtenaar is het eenmaal eens dat het woord « plaatsvervangings toeelage » wordt weggelaten.

#### Artikel 17

De laatste volzin van artikel 17 is niet dienstig. Het spreekt vanzelf dat de bevestiging geen nieuwe aanstelling is maar de voortzetting van een vroegere beslissing.

Voor het overige wordt de volgende tekst voorgesteld :

« Artikel 17. § 1. De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een definitief openstaande betrekking worden opgeheven de dag dat dit besluit in werking treedt, indien de aangestelde ambtenaren op die datum niet voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt.

§ 2. De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een tijdelijk niet waargenomen betrekking, worden opgeheven uiterlijk zes maanden na de datum van de inwerking-treding van dit besluit. Zij kunnen evenwel bij het verstrijken van die termijn worden bevestigd indien de aangestelde ambtenaar op dat ogenblik voldoet aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt of indien de aanstelling in die tussentijd, overeenkomstig artikel 7, § 2, en bij een met redenen omklede beslissing verlengd is ».

#### Artikel 18

Dit artikel treft een regeling voor de ambtenaren die op de dag dat het ontwerp besluit in werking treedt, voldoen aan de statutaire voorwaarden om benoemd te worden. Hun aanstelling wordt bevestigd, ongeacht of de betrekking definitief openstaat dan wel tijdelijk niet waargenomen wordt.

Het staat vast dat indien een aanstelling verstrijkt de dag dat zij moet worden bevestigd, dat is de dag waarop het besluit in werking treedt, er geen reden meer is tot bevestiging, maar tot verlenging, en deze zal dienen te geschieden met krachtvermijning van artikel 7, § 2 of § 3, naar gelang van het geval. De uitdrukkelijke verwijzing naar artikel 7, § 2 of § 3, zou verwarring kunnen stichten en moet derhalve vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Artikel 18. De aanstelling van ambtenaren die de dag dat dit besluit in werking treedt voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met het hogere ambt overeenstemt, worden bevestigd.

De bevestiging van de aanstelling in een definitief openstaande betrekking is afhankelijk van de naleving van de in artikel 4 gestelde voorwaarde ».

#### Artikel 19

Dit artikel luidt :

« Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toeelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld. Het doet evenwel geen afbreuk aan Afdeling V van Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut ».

Het laatste lid van het verslag aan de Koning geeft de volgende korte toelichting bij het artikel :

« Om de goede werking van sommige diensten van instellingen van openbaar nut niet in het gedrang te brengen, is het onmisbaar Afdeling V van Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut in stand te houden ».

De bevoegde ambtenaar heeft aan de Raad van State ophelderingen verschaft omtrent de draagwijdte van het artikel.

De Regering bedoelt het zo dat alle bepalingen van het ontwerp besluit zullen gelden wat betreft de aanstellingen voor de uitoefening van een hoger ambt in de instellingen van openbaar nut, bedoeld in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. De Regering wil die verruiming van het toepassingsgebied van het ontwerp besluit steunen op artikel 3, § 1 en § 2, van het besluit van 8 januari 1973. In de opsomming van de besluiten die van toepassing worden gemaakt op de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut, vermeldt paragraaf 1



Mais il paraît logique d'admettre que sans satisfaire à toutes les règles indiquées, le Roi peut apporter au texte de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, les modifications requises pour adapter ce texte aux modifications résultant de la combinaison de l'article 3, § 2, de cet arrêté royal du 8 janvier 1973 et de l'adoption d'un arrêté nouveau remplaçant un des arrêtés énumérés au paragraphe 1er du même article. Il s'agit, en ce cas, d'une mise en concordance de pure forme.

Pour assurer une telle mise en concordance, l'article 19 pourrait être complété et être dès lors rédigé comme suit :

« Article 19. § 1er. Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures.

§ 2. Dans l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, sont apportées les modifications suivantes :

« 1° L'article 3, § 1er, 5°, est remplacé par les mots : « arrêté royal du ... relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat ».

2° L'intitulé de la section V du chapitre III est remplacé par le texte suivant : « Modalités d'application des règles relatives à l'exercice de fonctions supérieures ».

3° Le liminaire de l'article 13 est supprimé ».

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;  
Ch. Huberland, P. Fincœur, conseillers d'Etat;  
P. De Visser, L. Matray, assesseurs de la section de législation;

Mme : M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par Mme J.M. Dagnelle, auditeur adjoint.

Le greffier,  
M. Van Gerrewey.

Le président,  
P. Tapie.

8 AOÛT 1983. — Arrêté royal  
relatif à l'exercice d'une fonction supérieure  
dans les administrations de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 15 mars 1964, 17 septembre 1969, 1er août 1975 et 12 août 1981;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1967;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 4 janvier 1974, 2 juin 1975, 5 décembre 1978 et 27 juillet 1981;

Considérant que, pour assurer le bon fonctionnement des administrations de l'Etat, il importe que des agents puissent être chargés d'exercer des fonctions supérieures; qu'il y a cependant lieu de veiller à ce que ces désignations conservent un caractère exceptionnel;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 1983;

Het lijkt evenwel logisch ervan uit te gaan dat de Koning, zonder dat aan al die regels is voldaan, in de tekst van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 de wijzigingen kan aanbrengen die vereist zijn om hem aan te passen aan de wijzigingen die volgen uit de combinatie van artikel 3, § 2, van dat koninklijk besluit van 8 januari 1973 met een nieuw besluit dat in de plaats komt van een van de in paragraaf 1 van datzelfde artikel opgesomde besluiten. In dat geval gaat het om een aanpassing die alleen de vorm betreft.

Met het oog op een zodanige overeenstemming zou artikel 19 aangevuld en derhalve als volgt geredigeerd kunnen worden :

« Artikel 19. § 1. Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld.

§ 2. In het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° Artikel 3, § 1, 5°, wordt vervangen door de woorden : « koninklijk besluit van ... betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen ».

2° Het opschrift van afdeling V van Hoofdstuk III wordt vervangen door de volgende tekst : « Nadere regelen voor toepassing van de bepalingen betreffende de uitoefening van hogere ambten ».

3° De inleidende volzin van artikel 13 wordt geschrapt ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;  
Ch. Huberland, P. Fincœur, staatsraden;  
P. De Visser, L. Matray, assessoren van de afdeling wetgeving;  
Mevr. : M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.M. Dagnelle, adjunct-auditeur.

De griffier,  
M. Van Gerrewey.

De voorzitter,  
P. Tapie.

8 AUGUSTUS 1983. — Koninklijk besluit  
betreffende de uitoefening van een hoger ambt  
in de rijksbesturen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd inzonderheid bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1964, 17 september 1969, 1 augustus 1975 en 12 augustus 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 februari 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 4 januari 1974, 2 juni 1975, 5 december 1978 en 27 juli 1981;

Overwegende dat het, om de goede werking van de rijksbesturen te verzekeren, van belang is dat ambtenaren kunnen worden belast met het uitoefenen van hogere ambten; dat er evenwel voor gewaakt dient te worden dat zulke aanstellingen uitzonderlijk blijven;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, verleend op 27 april 1983;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — De la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à l'emploi prévu au cadre définitif ou au cadre temporaire, d'un grade au moins équivalent à celui dont l'agent est revêtu, même à titre de principalat, et auquel est attachée une échelle de traitements plus avantageuse.

Art. 2. Le seul fait qu'un emploi est définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Art. 3. Seul un agent qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1er par un acte de désignation motivé.

Art. 4. Sauf dans le cas prévu à l'article 6, § 6, une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi définitivement vacant ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

Art. 5. Seul un agent définitif du cadre définitif peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure qui relève du cadre temporaire.

Art. 6. § 1er. Sous réserve de l'article 11 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 tendant à assurer une répartition rationnelle des agents entre les diverses administrations de l'Etat, l'exercice, au sein de chaque ministère, d'une fonction définitivement vacante ou momentanément non occupée par son titulaire, est confié à l'agent jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service ou dont la désignation entraîne le moins d'inconvénients pour la bonne marche du service.

§ 2. Pour les emplois du rang 17 ou du rang 16 si celui-ci est le plus élevé dans la hiérarchie, la désignation est faite par le Ministre.

§ 3. La désignation dans un autre emploi du rang 16 est faite par le Ministre, après avis motivé du conseil de direction.

§ 4. La désignation dans des emplois des rangs 11 à 15 est faite par le Ministre après les avis motivés du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé, et du conseil de direction.

§ 5. La désignation dans des emplois du rang 10 et des niveaux 2, 3 et 4 est faite par le Ministre ou par son délégué, après l'avis motivé du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé.

Le Ministre peut prescrire la consultation du conseil de direction.

§ 6. Toutefois, pour l'application des §§ 4 et 5, lorsque la continuité de la gestion financière l'exige, et par dérogation à l'article 4, la désignation peut être faite par le directeur général ou par le fonctionnaire dirigeant, délégué à cette fin par le Ministre. Celui-ci ratifie la désignation, après avis du conseil de direction émis dans les trois mois. La procédure d'attribution définitive de l'emploi doit, en ce cas, avoir été engagée sans délai.

Art. 7. § 1er. Il ne peut être pourvu pour plus de six mois à un emploi vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

§ 2. Si l'emploi n'est pas définitivement vacant, le délai fixé au paragraphe 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Aanstelling tot het uitoefenen van een hoger ambt

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet onder hoger ambt worden verstaan elk ambt dat overeenstemt met de in de vaste of in de tijdelijke personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan die waarmee de ambtenaar is bekleed, zelfs op grond van het principaalat, en waaraan een voordeliger weddeschaal verbonden is.

Art. 2. Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

Art. 3. Alleen een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad te worden benoemd, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

Van het eerste lid kan worden afgeweken bij een met redenen omklede aanstellingsakte.

Art. 4. Behoudens in het bij artikel 6, § 6, bepaalde geval kan een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning van die betrekking wordt ingezet.

Art. 5. Alleen een vastbenoemd ambtenaar van de vaste personeelsformatie kan worden aangesteld voor het uitoefenen van een hoger ambt dat tot de tijdelijke personeelsformatie behoort.

Art. 6. § 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 11 van het koninklijk besluit van 13 november 1967 strekkende tot rationele spreiding van het personeel over de verscheidene rijksbesturen, wordt in elk ministerie de uitoefening van een ambt dat definitief open staat of tijdelijk niet door de titularis waargenomen wordt, toevertrouwd aan de ambtenaar die het meest geschikt bevonden wordt om in de onmiddellijke behoeften van de dienst te voorzien of wiens aanstelling het minste bezwaar voor de goede gang van de dienst met zich brengt.

§ 2. Voor de betrekkingen van rang 17 of van rang 16, indien dit de hoogste is in de hiërarchie, geschiedt de aanstelling door de Minister.

§ 3. Aanstelling in een andere betrekking van rang 16 geschiedt door de Minister nadat de directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

§ 4. Aanstelling in betrekkingen van de rangen 11 tot 15 geschiedt door de Minister, na het verstrekken van met redenen omklede adviezen van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de betrokken dienst leidt en van de directieraad.

§ 5. Aanstelling in betrekkingen van rang 10 en van de niveaus 2, 3 en 4 geschiedt door de Minister of zijn gemachtigde, na het verstrekken van een met redenen omkleed advies van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de betrokken dienst leidt. De Minister kan raadpleging van de directieraad voorschrijven.

§ 6. Voor de toepassing van de §§ 4 en 5, kan, wanneer de continuïteit van het financieel beheer het vereist, de aanstelling echter, in afwijking van artikel 4, geschieden door de directeur-generaal of door de leidend ambtenaar, daartoe door de Minister gemachtigd. Deze bekrachtigt de aanstelling nadat de directieraad binnen drie maanden zijn advies heeft gegeven. De procedure tot definitieve toekenning van de betrekking dient in dat geval onverwijld te zijn ingezet.

Art. 7. § 1. Er kan in een openstaande of in een tijdelijke niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt.

§ 2. Indien de betrekking niet definitief open staat kan de in paragraaf 1 bepaalde termijn worden verlengd mits de inspecteur van financiën een gunstig advies heeft gegeven.

La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

§ 3. Si l'emploi est définitivement vacant, le délai prévu au paragraphe 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances, après que le Ministre ou son délégué a constaté que la procédure d'attribution définitive de l'emploi se déroule normalement.

La durée de la prorogation ne peut excéder six mois.

Si, à l'expiration de la prorogation, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté du Ministre ou de son délégué, le délai peut, de l'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, être prorogé une seconde fois, par décision motivée, pour une période de six mois au plus.

Si, pour les mêmes raisons, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif à l'expiration de la deuxième prorogation, le délai peut, de l'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, être prorogé une troisième et dernière fois, par décision motivée, pour une période de six mois au plus.

La désignation est maintenue à l'expiration de la troisième prorogation, si l'emploi qui n'a pu être attribué à titre définitif est de ceux dont le titulaire est directement chargé par les lois et règlements d'un pouvoir de décision en matière fiscale, financière ou comptable. Elle prend fin de plein droit lors de l'attribution de l'emploi à titre définitif.

L'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est donné dans le mois de la réception du projet d'arrêté ministériel de prorogation, auquel sont joints les avis requis. A l'expiration de ce délai, il peut être passé outre.

Art. 8. La désignation d'un agent qui, ultérieurement, fait l'objet d'une autre désignation, est suspendue pour la durée de cette dernière.

Lorsque la seconde désignation prend fin, l'agent est confirmé dans la première à condition que l'emploi soit demeuré vacant ou momentanément non occupé par son titulaire.

L'emploi auquel se rapportait la désignation suspendue peut donner lieu à une désignation nouvelle, faite conformément au présent arrêté.

Art. 9. L'agent chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Toutefois, l'agent désigné dans un emploi du rang 15 ne siège au conseil de direction que de l'accord du Ministre et pour les affaires concernant son administration ou son service; il y a voix consultative.

Art. 10. L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive au grade de cette fonction.

Cependant, si l'agent est promu au grade correspondant à l'emploi qu'il a occupé sans interruption et s'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement de traitement et l'avancement de grade à la date depuis laquelle il occupe continuellement ledit emploi, sans que cette date puisse remonter au-delà ni de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut des agents de l'Etat pour être promu au grade de l'emploi auquel il est affecté, ni de la date à laquelle cet emploi s'est trouvé vacant.

#### CHAPITRE II. — De l'octroi d'une allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure

Art. 11. Une allocation est accordée à l'agent qui assume une fonction supérieure à celle du grade dont il est titulaire, que l'emploi correspondant à cette fonction soit momentanément non occupé ou qu'il soit définitivement vacant.

Art. 12. Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure d'une façon ininterrompue pendant une période minimum de quarante jours dans les administrations centrales et de trente jours, dans les services extérieurs.

De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

§ 3. Indien de betrekking definitief open staat kan de in paragraaf 1 bepaalde termijn op gunstig advies van de inspecteur van financiën worden verlengd nadat de Minister of zijn gemachtigde vastgesteld heeft dat de procedure tot definitieve toekenning van de betrekking normaal verloopt.

De duur van de verlenging mag zes maanden niet overschrijden.

Indien de betrekking, om redenen buiten de wil van de Minister of zijn gemachtigde, na het verstrijken van de verlenging niet in vast verband kan worden verleend, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing een tweede maal voor een periode van ten hoogste zes maanden verlengd worden met het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Indien de betrekking, om dezelfde redenen, niet in vast verband wordt verleend na het verstrijken van de tweede verlenging, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing een derde en laatste maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd, op advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Na het verstrijken van de derde verlenging wordt de aanstelling gehandhaafd, indien de betrekking die niet in vast verband kon worden verleend, behoort tot de betrekkingen waarvan de titularis door de wetten en verordeningen rechtstreeks belast is met een beslissingsbevoegdheid in fiscale, financiële of boekhoudkundige aangelegenheden. Zij eindigt van rechtswege wanneer de betrekking in vast verband wordt verleend.

Het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, wordt gegeven binnen een maand na ontvangst van het ontwerp van ministerieel besluit tot verlenging, waarbij de vereiste adviezen worden gevoegd. Na het verstrijken van die termijn mag daaraan worden voorbijgegaan.

Art. 8. De aanstelling van een ambtenaar die naderhand een andere aanstelling krijgt, wordt voor de duur van deze laatste geschorst.

Wanneer de tweede aanstelling ten einde komt, wordt de ambtenaar in de eerste aanstelling bevestigd op voorwaarde dat de betrekking nog altijd open staat of tijdelijk niet door de titularis waargenomen.

De betrekking waarop de geschorste aanstelling sloeg, kan aanleiding geven tot een nieuwe aanstelling, die geschiedt overeenkomstig dit besluit.

Art. 9. Een ambtenaar die met een hoger ambt is belast, oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

Een ambtenaar die aangesteld is in een betrekking van rang 15 heeft echter in de directieraad alleen zitting met het akkoord van de Minister en voor de aangelegenheden in verband met zijn bestuur of zijn dienst; hij heeft er raadgevende stem.

Art. 10. Uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op vaste benoeming in de graad van dat ambt.

Indien een ambtenaar evenwel wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking welke hij zonder onderbreking heeft waargenomen en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij voor de bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad rang in op de datum vanaf welke hij die betrekking ononderbroken waarneemt, zonder dat die datum mag teruggaan tot vóór de datum waarop de belanghebbende alle vereisten heeft vervuld welke het statuut van het rijkspersoneel stelt om bevorderd te worden tot de graad van de betrekking waarvoor hij is aangewezen, noch tot vóór de datum waarop die betrekking vacant is geworden.

#### HOOFDSTUK II. — Toekenning van een toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt

Art. 11. Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent dan dat van de graad waarmee hij bekleed is, ongeacht of de betrekking die met dat ambt overeenstemt tijdelijk niet waargenomen wordt of definitief open staat.

Art. 12. De toelage wordt aan de ambtenaar verleend voor zover hij het hoger ambt ononderbroken uitgeoefend heeft gedurende ten minste negentig dagen in de hoofdbesturen en dertig dagen in de buitendiensten.



**Art. 13. § 1er.** L'allocation est d'abord une allocation de suppléance, puis une allocation d'intérim.

Lorsque la condition fixée à l'article 12 est remplie, l'allocation est due à partir du jour où la fonction supérieure a été effectivement exercée.

§ 2. L'allocation de suppléance est accordée pendant la période initiale de huit mois, consécutive à la première désignation d'un faisant fonction à un emploi déterminé. Son montant annuel est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle du grade dont l'agent est précieusement revêtu, sans pouvoir dépasser le montant de l'allocation d'intérim.

§ 3. L'allocation d'intérim est accordée à l'expiration de la période d'octroi de l'allocation de suppléance.

Elle est fixée au montant de la différence entre la rétribution dont l'agent bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans son grade effectif.

La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend :

1° le traitement ou, s'il échet, le traitement en carrière bonifiée;

2° éventuellement, l'allocation de foyer ou de résidence.

Le traitement dont l'agent bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement, est celui qui lui reviendrait à la date de sa dernière ancienneté utile dans son grade effectif, si à cette date il était promu à son grade précieusement.

Pour la détermination de ce traitement, il n'est jamais fait application des dispositions formant régime transitoire et dont l'agent ne bénéficierait plus en étant promu, après le 1er août 1964, au grade de la fonction assumée provisoirement.

§ 4. L'allocation de suppléance ou l'allocation d'intérim est payée mensuellement et à terme échu.

L'allocation du mois est égale à un douzième de l'allocation annuelle. Lorsque l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des ministères quand le traitement du mois n'est pas dû entièrement.

L'allocation est soumise au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume, applicable aux traitements du personnel des ministères.

**Art. 14.** La période pendant laquelle la désignation est suspendue conformément à l'article 8, alinéa 1er, n'est pas prise en considération pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

**Art. 15.** Une copie certifiée conforme de l'acte de désignation ainsi que des avis requis est produite à l'appui de la liquidation de l'allocation.

**Art. 16. § 1er.** Lors du premier paiement de l'allocation, le Service central des dépenses fixes vérifie, pour chaque période de désignation, si les documents visés à l'article 15 sont produits.

Si tel n'est pas le cas, il invite le Ministre à les lui faire parvenir et il suspend le paiement de l'allocation jusqu'à ce que le dossier ait été complété.

§ 2. Dans le cas où le paiement des agents n'est pas effectué à l'intervention du Service central des dépenses fixes, les ordres de paiement sont soumis à l'inspecteur des finances, qui remplit les devoirs prescrits au présent arrêté et qui arrête la liquidation de l'allocation aussi longtemps que les prescriptions prévues à l'article 15 n'auront pas été remplies.

### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 17. § 1er.** Sont abrogés au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi définitivement vacant, lorsque, à cette date, les agents désignés ne remplissent pas les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

**Art. 13. § 1.** De toelage is eerst een plaatsvervangingsstoelage, nadien een waarnemingstoelage.

Wanneer aan de in artikel 12 gestelde voorwaarde is voldaan, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop het hoger ambt werkelijk uitgeoefend werd.

§ 2. De plaatsvervangingsstoelage wordt toegekend gedurende de beginperiode van acht maanden volgend op de eerste aanstelling van een plaatsvervanger in een bepaalde betrekking. Het jaarlijks bedrag ervan is gelijk aan tweemaal de waarde van de voorlaatste tweejaarlijkse verhoging, welke de bevordering in welke regelt in de weddeschaal van de graad die de ambtenaar tot wederopzeggens bekleedt, zonder evenwel hoger te mogen zijn dan het bedrag van de waarnemingstoelage.

§ 3. De waarnemingstoelage wordt toegekend na het verstrijken van de termijn van toekenning van de plaatsvervangingsstoelage.

Zij wordt bepaald op het bedrag van het verschil tussen de bezoldiging welke de ambtenaar zou genieten in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad.

De bezoldiging waarvan sprake in het voorgaande lid omvat :

1° de wedde of, in voorkomend geval, de wedde met bijslag;

2° eventueel de haard- of standplaatstoelage.

De wedde die de ambtenaar in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt zou genieten, is die welke hem op de datum van zijn laatste nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad zou toekomen indien hij op die datum werd bevorderd tot de graad welke hem tot wederopzeggens verleend was.

Voor de vaststelling van bedoelde wedde, wordt nooit toepassing gemaakt van de bepalingen die de overgangsregeling vormen en waarvoor de ambtenaar niet meer in aanmerking zou komen, indien deze na 1 augustus 1964 werd bevorderd in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt.

§ 4. De plaatsvervangingsstoelage of de waarnemingstoelage wordt maandelijks na vervallen termijn betaald.

De maandtoelage is gelijk aan één twaalfde van de jaarlijkse toelage. In geval de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten betaald overeenkomstig de regel bepaald door de bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is.

De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het nationaal indexcijfer van de consumptieprijzen, toepasselijk is op de wedden van het personeel van de ministeries.

**Art. 14.** De periode gedurende welke de aanstelling overeenkomstig artikel 8, eerste lid, geschorst is, komt niet in aanmerking voor toekenning van de waarnemingstoelage.

**Art. 15.** Een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanstellingsakte, alsook van de vereiste adviezen, wordt overgelegd tot staving van de vereffening van de toelage.

**Art. 16. § 1.** Bij de eerste betaling van de toelage, vergewist de Centrale Dienst voor de vaste uitgaven zich ervan dat voor iedere aanstellingsperiode de in artikel 15 bedoelde documenten zijn voorgelegd.

Indien dat niet het geval is, verzoekt hij de Minister ze hem te bezorgen en houdt hij de uitbetaling van de toelage in totdat het dossier is aangevuld.

§ 2. In de gevallen waarin de betaling van de ambtenaren niet gebeurt door de Centrale dienst voor de vaste uitgaven, worden de opdrachten tot betaling voorgelegd aan de inspecteur van Financiën, die de in onderhavig besluit voorgeschreven taken vervult en die de betaling van de toelage inhoudt tot zolang aan de voorschriften van artikel 15 niet werd voldaan.

### HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 17. § 1.** De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een definitief openstaande betrekking, worden opgeheven de dag dat dit besluit in werking treedt, indien de aangestelde ambtenaren op die datum niet voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt.

§ 2. Sont abrogés au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi momentanément non occupé. Toutefois, ils peuvent être confirmés à l'expiration de ce délai, si l'agent désigné remplit alors les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à cette fonction ou si la désignation a été prorogée dans l'intervalle, conformément à l'article 7, § 2, et par décision motivée.

Art. 18. Les désignations d'agents qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, remplissent les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à la fonction supérieure sont confirmées.

La confirmation de la désignation dans un emploi définitivement vacant est subordonnée au respect de la condition fixée par l'article 4.

Art. 19. § 1er. Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures.

§ 2. Dans l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 3, § 1er, 5°, est remplacé par les mots : « arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat »;

2° l'intitulé de la section V du chapitre III est remplacé par le texte suivant : « Modalités d'application des règles relatives à l'exercice de fonctions supérieures »;

3° le liminaire de l'article 13 est supprimé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 21. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 août 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. WALTNIEL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 83 — 1440

23 AOUT 1983. — Arrêté royal relatif à l'émission de l'emprunt 11,50 p.c. 1983-1991 du Fonds des Routes

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

(Vu la loi du 9 août 1955 relative au Fonds des Routes, modifiée par les lois des 26 juillet 1962, 4 mars 1963, 6 juillet 1964, 25 janvier 1967, l'arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967, l'arrêté royal du 28 novembre 1969, les lois des 28 décembre 1973, 5 janvier 1977, 7 novembre 1979, 2 juillet 1981 et l'arrêté royal du 10 décembre 1981;

§ 2. De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een tijdelijk niet waargenomen betrekking, worden opgeheven uiterlijk zes maanden na de datum van de inwerkingtreding van dit besluit. Zij kunnen evenwel bij het verstrijken van die termijn worden bevestigd indien de aange-stelde ambtenaar op dat ogenblik voldoet aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt of indien de aanstelling in die tussentijd, overeenkomstig artikel 7, § 2, en bij een met redenen omklede beslissing verlengd is.

Art. 18. De aanstellingen van ambtenaren die de dag dat dit besluit in werking treedt, voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met het hogere ambt overeenstemt, worden bevestigd.

De bevestiging van de aanstelling in een definitief openstaande betrekking is afhankelijk van de naleving van de in artikel 4 gestelde voorwaarde.

Art. 19. § 1. Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld.

§ 2. In het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 3, § 1, 5°, wordt vervangen door de woorden : « koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen »;

2° het opschrift van afdeling V van hoofdstuk III wordt vervangen door de volgende tekst : « Nadere regelen voor toepassing van de bepalingen betreffende de uitoefening van hogere ambten »;

3° de inleidende volzin van artikel 13 wordt geschrapt.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 21. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 augustus 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,  
L. WALTNIEL

MINISTERIE VAN FINANCIËN  
EN MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 83 — 1440

23 AUGUSTUS 1983. — Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van de 11,50 pct. lening 1983-1991 van het Wegenfonds

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1955 tot instelling van het Wegenfonds, gewijzigd door de wetten van 26 juli 1962, 4 maart 1963, 6 juli 1964, 25 januari 1967, het koninklijk besluit nr. 41 van 29 september 1967, het koninklijk besluit van 28 november 1969, de wetten van 28 december 1973, 5 januari 1977, 7 november 1979, 2 juli 1981 en het koninklijk besluit van 10 december 1981;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les conditions d'émission d'un nouvel emprunt à émettre par ce Fonds;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le Fonds des Routes est autorisé à émettre aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 11,50 p.c. 1983-1991 ».

**Art. 2.** L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5 000 francs, 10 000 francs, 25 000 francs, 50 000 francs, 100 000 francs et 500 000 francs.

Les coupures de 5 000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Ces obligations portent intérêt au taux de 11,50 p.c. l'an à partir du 15 septembre 1983.

Les intérêts sont payables le 15 mars des années 1984 à 1991.

Des obligations au porteur munies de sept coupons d'intérêt pour les échéances du 15 mars des années 1984 à 1990, l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation, seront délivrées aux souscripteurs au plus tard le 25 novembre 1983.

**Art. 3.** Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives. Les dispositions de l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique sont applicables à ces inscriptions.

L'administration de la trésorerie, service de la dette inscrite, ouvrira un grand-livre spécial des obligations au porteur converties en inscriptions nominatives.

**Art. 4.** L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, prenant cours le 15 mars 1984 et augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances détermine éventuellement sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut être poursuivi.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 15 mars 1991 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair aux mêmes échéances.

**Art. 5.** Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

**Art. 6.** Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

**Art. 7.** Les obligations de cet emprunt portent la griffe du Ministre des Travaux publics, chargé de la gestion du Fonds des Routes.

Elles sont revêtues du visa du Trésor et de celui de la Cour des Comptes.

Le visa du Trésor consiste dans l'apposition :

1. sur le manteau des titres, de la griffe du directeur général de la trésorerie et de celle de l'inspecteur général chargé du service de la dette au porteur, ainsi que du timbre du Ministère des Finances;

2. sur le recto de chacun des coupons, du timbre spécial de contrôle du Trésor.

**Art. 8.** La souscription publique aux obligations de cet emprunt sera ouverte le 1er septembre 1983, elle sera close le 14 septembre 1983. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

Overwegende dat de uitgiftevoorwaarden dienen bepaald van een nieuwe lening door dit Fonds uit te geven;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het Wegenfonds wordt ertoe gemachtigd, tegen de hierna bepaalde voorwaarden, een binnenlandse lening, genaamd « 11,50 pct. 1983-1991 », uit te geven.

**Art. 2.** De lening is vertegenwoordigd door toonderobligaties groot 5 000 frank, 10 000 frank, 25 000 frank, 50 000 frank, 100 000 frank en 500 000 frank.

De coupures van 5 000 frank worden slechts als bijpassing afgeleverd.

Deze obligaties renten 11,50 pct. 's jaars vanaf 15 september 1983.

De rente is betaalbaar op 15 maart van de jaren 1984 tot 1991.

Toonderobligaties, voorzien van zeven rentecoupons voor de vervaldagen van 15 maart van de jaren 1984 tot 1990, de rente voor het laatste jaar betaalbaar zijnde tegen aanbieding van de obligatie, zullen ten laatste op 25 november 1983 aan de inschrijvers worden afgeleverd.

**Art. 3.** De obligaties zijn door de houders omzetbaar in inschrijvingen op naam. De bepalingen van het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der staatsschuld zijn van toepassing op deze inschrijvingen.

De administratie der thesaurie, dienst van de ingeschreven schuld, zal een speciaal grootboek openen van de obligaties aan toonder die in inschrijvingen op naam worden omgezet.

**Art. 4.** De lening wordt afgelost overeenkomstig onderstaande modaliteiten.

Een jaarlijkse dotatie van 5 pct. van het uitgegeven nominaal kapitaal, die op 15 maart 1984 aanvangt en ieder jaar vermeerderd met de rente van de afgeloste kapitalen, wordt op grond van een normale jaarspreiding, zo nodig aangepast aan de markttoestand, aangewend tot terugkoop van de obligaties tegen koersen die het pari van de nominale waarde niet overschrijden.

Indien de koers het pari overtreft, bepaalt Onze Minister van Financiën eventueel onder welke voorwaarden de affossing door terugkoop mag worden voortgezet.

Het niet gebruikte gedeelte van de affossingsdotaties wordt niet overgebracht.

De op 15 maart 1991 in omloop blijvende obligaties zijn op die datum terugbetaalbaar a pari van hun nominale waarde.

De affossingsdotaties van deze lening mogen samengevoegd worden met die van andere leningen uitgegeven tegen dezelfde rentevoet, aflosbaar volgens dezelfde modaliteiten en terugbetaalbaar a pari op dezelfde vervaldata.

**Art. 5.** De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties worden door de Staat gewaarborgd.

**Art. 6.** De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

**Art. 7.** De obligaties van deze lening dragen de naamstempel van de Minister van Openbare Werken, die met het beheer van het Wegenfonds belast is.

Zij dragen het visum van de Schatkist en dat van het Rekenhof.

Het visum van de Schatkist bestaat in het aanbrengen :

1. op de mantel van de effecten, van de naamstempel van de directeur-generaal van de thesaurie en van de inspecteur-generaal belast met de dienst van de schuld aan toonder, alsmede van het zegel van het Ministerie van Financiën;

2. op de voorzijde van elke coupon, van de speciale controlestempel van de Schatkist.

**Art. 8.** De openbare inschrijving op de obligaties van deze lening wordt opengesteld op 1 september 1983, zij wordt afgesloten op 14 september 1983. Aan de inschrijving kan echter vóór laatstvermelde datum een einde worden gesteld.

Les souscriptions reçues le jour de la clôture pourront éventuellement être soumises à répartition; dans ce cas, les sommes versées en trop par les souscripteurs leur seront restituées sans bonification d'intérêt.

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province, chez les banques et agents de change établis en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public et caisses d'épargne privées établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

**Art. 9.** Les obligations de l'emprunt peuvent également être cédées ferme ou données en option, à des conditions à fixer par Notre Ministre des Finances.

**Art. 10.** Le prix d'émission, payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions, sera fixé par Notre Ministre des Finances, au plus tard le 25 août 1983.

**Art. 11.** Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 8, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 23 août 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre des Travaux publics;

L. OLIVIER

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 83 — 1441

24 JUNI 1983. — Arrêté ministériel fixant les modalités d'octroi de congés compensatoires et d'allocations au personnel du Ministère des Travaux publics affecté au maintien de la viabilité du réseau routier en période hivernale

Le Ministre des Travaux publics,

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965, portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1967, notamment les articles 4 et 7;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale, donné le 11 mars 1983;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 13 juin 1983;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

De op de sluitingsdag ontvangen inschrijvingen mogen eventueel verhoudingsgewijze verdelcd worden; in dat geval worden de door de inschrijvers te veel gestorte sommen hun zonder rentevergoeding terugbetaald.

De inschrijvingen worden aanvaard bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad, bij de in België gevestigde banken en wisselagenten, alsmede bij de in België gevestigde financiële instellingen van de openbare sector en privé-spaarkassen die gemachtigd zijn om aan de plaatsing van de lening deel te nemen.

**Art. 9.** De obligaties van de lening kunnen eveneens vast aagstaan of in optie gegeven worden tegen de door Onze Minister van Financiën vast te stellen voorwaarden.

**Art. 10.** De uitgifteprijs volledig in speciën te betalen op het ogenblik van de indiening der inschrijvingen, zal door Onze Minister van Financiën ten laatste op 25 augustus 1983 vastgesteld worden.

**Art. 11.** Aan de in artikel 8 bedoelde banken, wisselagenten en privé-spaarkassen, alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector, wordt een commissieloon van 1,25 pct. op het door hun toedoen ingetekend nominaal kapitaal toegekend.

Een commissieloon van 1 pct. mag aan de institutionele beleggers worden toegekend.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt

**Art. 13.** Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 23 augustus 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

W. De CLERCQ

De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 83 — 1441

24 JUNI 1983. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de wijze van toekenning van compensatieverlof en van toelagen aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken, die tijdens de winterperiode zorg dragen voor het berijdbaar houden van het wegennet

De Minister van Openbare Werken,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965, houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 6 februari 1967, inzonderheid op de artikelen 4 en 7;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies, gegeven op 11 maart 1983;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt en van de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 13 juni 1983;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;